



LEGAL AID LETTER



The Legal Aid Letter is sent by The Law Society of Upper Canada to its members carrying news of the Ontario Legal Aid Plan

Number 32

March 1984

Circulation 20,000

TARIFF UPDATE

HAVE YOU ACTED?

Enclosed with this Letter is a self-addressed reply card to the Attorney General indicating support for a substantial increase to the Tariff. These cards were originally distributed to all lawyers together with a covering letter from the President of the Canadian Bar Association - Ontario. So far, 3,000 cards have been returned.

Have you acted? The Attorney General has indicated that he requires "strong and widespread support in the legal profession" for a Tariff increase. We urge you to complete the reply card and mail it today!

The completed cards will be presented to Mr. McMurtry to indicate that the lawyers in Ontario not only support The Law Society in its negotiations with Mr. McMurtry but also support his efforts to persuade his Cabinet colleagues of the need for changes to the Tariff.

As well, your personal letters to MPPs and Cabinet Ministers indicating a need for Tariff Revisions will strengthen The Law Society in its efforts to obtain necessary fee increases.

Meanwhile, negotiations between The Law Society and the Attorney General are continuing in an efforts to obtain fee changes by April 1, 1984.

STANDARD FORM OF ACCOUNT

Since the beginning of December, solicitors have had the option of billing the Plan on the Standard Form of Account for accounts under \$900. Of the 4,029 received since December, only 25% have been correctly completed and the processing of such accounts has not been accomplished as quickly as possible. Enclosed is a guide to assist you in correctly completing the Standard Form.

Please bring this list to the attention of your staff who complete your accounts. Speedier payment of accounts cannot be accomplished unless the Standard Form is filled out correctly.

LEVY TO LAW REFORM COMMISSION

Harold J. Levy, Solicitor, has resigned as Special Projects Coordinator with the Plan to assume new duties as Special Advisor to

the Law Reform Commission of Canada in Ottawa. During his 4½ years with the Plan after leaving a private criminal law practice, Mr. Levy implemented a number of innovative projects including the first emergency legal aid clinic in North America after the Mississauga train derailment; a Mentor Program which links junior and senior lawyers and a service in Ottawa which assisted lawyers representing legally-aided clients by providing support for clients and maximizing relevant information available for the Courts.

ACTIVITY - FIRST TEN MONTHS

Activity at Legal Aid Offices across Ontario was virtually the same as last year for the first 10 months of 1983-84. A total of 196,295 people contacted Legal Aid for assistance compared with 197,869 in the previous year (to January 31). The total number of certificates issued during the 10-

month period dropped from 74,177 to 71,180, or about 4%. The total number of criminal certificates rose slightly from 40,963 to 41,347 while the total number of civil certificates dropped from 33,214 to 30,463.

Duty Counsel activity in the Provincial Criminal and Family Courts rose about 2% from 146,523 to 149,136.

— NEWSBRIEFS —

VANCOUVER---"B.C. Attorney-General Brian Smith has decided to change the law that forced the provincial government to restore legal aid cuts last fall...Smith's statement confirmed fears in B.C.'s legal community that the government will not let the B.C. Court of Appeal have the last word on legal aid. The court, in its ruling last November, said the law obliges the Legal Services Society to provide legal aid to anyone whose livelihood, liberty, health or safety are in 'real jeopardy' without it. The ruling is costing the government an estimated \$250,000 a month." (Vancouver Sun, January 17/84)

VICTORIA---"Only some needy Canadians charged with criminal offences deserve legal aid, B.C. Attorney General Brian Smith said yesterday as he attacked federal amendments to the county's legal system as 'mindless academic twaddle' and contrary to common sense." (Globe & Mail, February 4/84)



BULLETIN DE L'AIDE JURIDIQUE

Le bulletin de L'Aide Juridique est envoyé par La Société du Barreau du Haut Canada à ses membres pour leur donner des nouvelles sur le programme d'aide juridique de l'Ontario.



Numéro 32 Mars 1984

Distribué à 20 000 exemplaires

LE TARIF À LA UNE!

AVEZ-VOUS FAIT VOTRE PART?

Vous trouverez annexée au présent numéro du Bulletin une carte à l'adresse du Procureur général par laquelle vous pouvez faire connaître votre appui en faveur d'une hausse importante du tarif de l'Aide juridique. Tous les avocats ont déjà reçu une carte semblable accompagnée d'une lettre explicative du président de l'Association du Barreau canadien-Ontario. À l'heure actuelle, 3 000 personnes ont envoyé une de ces cartes au Procureur général.

Et vous, avez-vous fait *votre part*? Rappelez-vous que le Procureur général a dit avoir besoin de "l'appui énergique et généralisé des avocats" avant de permettre une hausse de tarif. Nous vous encourageons donc à remplir cette carte et à l'envoyer *dès aujourd'hui*!

Les cartes que recevra M. McMurtry seront pour lui une preuve que les avocats de l'Ontario appuient non seulement la Société des Avocats dans ses négociations, mais qu'ils désirent aussi lui prêter main-forte pour qu'il puisse convaincre ses collègues du Cabinet de la nécessité d'une augmentation du tarif.

Soulignons également que les lettres personnelles adressées à votre député et aux ministres du Cabinet provincial leur faisant part de votre appui en faveur de la révision du tarif peuvent contribuer grandement à soutenir les efforts de la Société.

Entre temps, les négociations se poursuivent entre la Société et le Procureur général et on espère obtenir une hausse de tarif d'ici le 1er avril 1984.

FACTURATION UNIFORME

Depuis le début de décembre, les avocats peuvent utiliser un formulaire de facturation uniforme pour leurs comptes de moins de 900 \$. Seulement 25% de 4 029 formulaires reçus depuis décembre ont été remplis correctement, ce qui a ralenti la vérification et le paiement. Une liste des erreurs les plus fréquentes est annexée au présent numéro du Bulletin.

Veuillez demander aux personnes qui préparent vos comptes de prendre connaissance de ces erreurs, car les formulaires devront être remplis correctement avant qu'il soit possible d'accélérer les paiements.

M. LEVY À LA COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT

M. Harold J. Levy, un avocat qui occupait jusqu'ici le poste de coordonnateur des projets spéciaux de l'Aide juridique, est devenu conseiller spécial auprès de la Commission de réforme du droit du Canada à Ottawa. M. Levy, qui avait pratiqué le droit pénal avant d'entrer en fonction à l'Aide juridique où il a travaillé pendant

quatre ans et demi, a dirigé plusieurs projets innovateurs dont la première clinique juridique d'urgence en Amérique du Nord, peu après le déraillement de Mississauga. Il a aussi mis sur pied, à l'intention des jeunes avocats, un programme de "tuteurs" qui leur permet de consulter des avocats plus expérimentés. Il est également venu en aide aux avocats en organisant à Ottawa un service d'aide aux clients bénéficiaires de l'Aide juridique. Grâce à ce service, on a pu porter à la connaissance du tribunal un plus grand nombre de renseignements pertinents au sujet des personnes concernées.

LES DIX PREMIERS MOIS

Pendant les dix premiers mois de 1983-1984, les statistiques recueillies au sujet de l'activité des bureaux de l'Aide juridique de l'Ontario révèlent que le niveau d'activité a été sensiblement le même que celui de l'année précédente pour la même période. Cette année, 196 295 personnes sont entrées en rapport avec l'Aide juridique, tandis que ce chiffre était de 197

869 l'année dernière (jusqu'au 31 janvier). Le nombre total des certificats émis pendant cette période de dix mois est passé de 74 177 à 71 180, une baisse d'environ 4%. Le nombre des certificats émis en matière pénale a augmenté légèrement et est passé de 40 963 à 41 347, alors que celui des certificats en matière civile était en baisse, passant de 33 214 à 30 463.

Les avocats de service auprès des tribunaux de la Cour provinciale et des tribunaux de la famille ont assisté 149 136 personnes, ce qui représente une hausse d'environ 2% par rapport aux 146 523 personnes assistées l'année dernière.

— NOUVELLES BRÈVES —

VANCOUVER — "Le Procureur général de la Colombie-Britannique a décidé de modifier la loi obligeant le gouvernement provincial à ne pas réduire le budget de l'Aide juridique comme celui-ci l'avait prévu l'automne dernier...La déclaration de Smith a eu pour effet de confirmer les craintes des avocats qui croient que le gouvernement ne laissera pas le dernier mot à la Cour d'appel sur la question de l'Aide juridique. En novembre dernier, la Cour d'appel avait statué que la loi oblige la Legal Services Society à fournir des services d'aide juridique à toute personne dont le gagne-pain, la liberté, la santé ou la sécurité serait, sans cette aide, gravement compromis. Ce jugement entraîne présentement pour le gouvernement des coûts de 250 000 \$ par mois." (Le Vancouver Sun du 17 janvier 1984).

VICTORIA — "D'après le Procureur général de la Colombie-Britannique, seul un petit nombre de Canadiens nécessitent qui ont été accusés d'une infraction criminelle méritent de recevoir une aide juridique. En effet, M. Brian Smith critiquait hier les changements au système judiciaire des comtés, proposés par le gouvernement fédéral, qu'il qualifiait de balivernes stupides d'intellectuels et de contraires au bon sens". (Le Globe & Mail du 4 février 1984).